



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT,
DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER**

**SERVICE DE L'ACHAT, DE L'INNOVATION ET DE LA LOGISTIQUE DU MINISTÈRE DE
L'INTÉRIEUR**

SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES

BUREAU DES ACHATS IMMOBILIERS ET DES PRESTATIONS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

AYANT POUR OBJET :

**ORGANISATION DE PRESTATIONS D'EXPÉDITION DE COLIS ET DE
PALETTES, COMPRENANT LA COLLECTE, L'ACHEMINEMENT ET LA
LIVRAISON DEPUIS ET VERS LA FRANCE METROPOLITAINE, LES DROM-
COM, L'EUROPE ET LE RESTE DU MONDE**

Le présent CCAP comporte les annexes suivantes :

Annexe I	Liste des entités bénéficiaires
Annexe II	Engagement de reconnaissance de responsabilité
Annexe III	Politique de sécurité des systèmes d'information de l'État, version 1.0 (PSSI-État)

Table des matières

ARTICLE 1. OBIET DE L'ACCORD-CADRE.....	6
1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
1.2 PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	6
1.2.1 BENEFICIAIRES.....	6
1.2.2 LIEUX D'EXECUTION.....	6
1.3 ALLOTISSEMENT.....	6
1.4 EXCLUSIVITE.....	7
ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....	8
2.1 PROCEDURE DE PASSATION ET FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	8
2.1.1 PROCEDURE	8
2.1.2 FORME.....	8
2.1.3 MONTANTS.....	8
2.2 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	9
2.3 CONDITIONS DE DEROGATION AU CCAG-FCS.....	9
2.4 MODALITES DE CONSERVATION ET DE DIFFUSION DE L'ACTE D'ENGAGEMENT, DU CCAP ET DU CCTP	10
ARTICLE 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	11
ARTICLE 4. PARTIES A L'ACCORD-CADRE.....	12
4.1 PRINCIPE GENERAL.....	12
4.2 IDENTIFICATION DES PARTIES.....	12
4.2.1 L'ACHETEUR	12
4.2.2 LE TITULAIRE	13
4.3 REPRESENTATION DE L'ACHETEUR.....	13
4.3.1 LE SERVICE ACHETEUR.....	13
4.3.2 LES BENEFICIAIRES	13
4.4 REPRESENTATION DU TITULAIRE.....	13
4.4.1 CADRE GENERAL.....	13
4.4.2 GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	14
4.5 REMPLACEMENT OU RECUSATION DU REPRESENTANT.....	14
4.5.1 REMPLACEMENT D'UN REPRESENTANT A L'INITIATIVE DU TITULAIRE.....	14
4.5.2 RECUSATION D'UN INTERVENANT PAR L'ACHETEUR.....	15
4.6 SOUS-TRAITANCE.....	16
4.6.1 CHAMP DE LA SOUS-TRAITANCE.....	16
4.6.2 SOUS-TRAITANCE.....	16
4.7 COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	17
ARTICLE 5. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	18
5.1 GENERALITES.....	18
5.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	18
5.3 SURSIS DE LIVRAISON	18
5.4 SUSPENSION D'EXECUTION	18

5.5	FORCE MAJEURE	19
<u>ARTICLE 6. CLAUSES DE REEXAMEN.....</u>		<u>20</u>
6.1	MODIFICATIONS DUES A UNE EVOLUTION REGLEMENTAIRE OU LEGISLATIVE	20
6.2	AUGMENTATION DU MONTANT MAXIMUM EN CAS DE DEPLOIEMENT IMPREVU	20
6.3	SUBSTITUTION DE SERVICES	20
6.4	EVOLUTION PAR SERVICES INNOVANTS OU APPORTANT DU PROGRES.....	21
6.5	MODIFICATION DE LA LISTE DES BENEFICIAIRES	21
<u>ARTICLE 7. MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</u>		<u>22</u>
7.1	ARTICULATION DE L'ACCORD-CADRE AVEC D'AUTRES SUPPORTS CONTRACTUELS.....	22
7.2	CLAUSES D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES	22
7.2.1	SPECIFICATIONS TECHNIQUES	22
7.2.2	CONDITIONS D'EXECUTION.....	23
7.2.2.1	Clause de suivi des émissions de CO ₂	23
7.2.2.2	Formation des conducteurs à l'écoconduite	24
7.2.2.3	Programme pour la réduction des émissions de GES générés par les prestations du marché	24
7.2.3.	PENALITES LIEES A LA CLAUSE D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALE	25
7.3	CLAUSE D'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES PERSONNES PRECARISEES SOCIALEMENT OU PROFESSIONNELLEMENT (LOT 1)	27
7.3.1	PUBLICS VISES.....	27
7.3.2	OBJECTIFS D'INSERTION	28
7.3.3	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'INSERTION.....	28
	Modalité 1 : l'embauche directe par l'entreprise.....	28
	Modalité 2 : mise à disposition de salariés.....	29
	Modalité 3 : recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.	29
7.3.4	DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES.....	29
7.3.5	MODALITES DE CONTROLE DE L'ACTION D'INSERTION.....	30
7.3.6	CLAUSE RGPD RELATIVE AU CONTROLE ET AU SUIVI DE L'ACTION D'INSERTION.....	30
7.4	REVERSIBILITE.....	32
<u>ARTICLE 8. ENGAGEMENT ET RESPONSABILITE DES PARTIES.....</u>		<u>33</u>
8.1	ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	33
8.2	ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR ET DES BENEFICIAIRES.....	34
8.3	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD).....	35
8.3.1	PRECISIONS TERMINOLOGIQUES.....	35
8.3.2	NATURE, DUREE, FINALITE ET DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERES PERSONNEL	35
8.3.3	DONNEES SENSIBLES	36
8.3.4	MISE EN ŒUVRE DU TRAITEMENT	36
8.3.5	PENALITES POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DU RGPD	41
8.4	CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES	42
8.5	ASSURANCE ET RESPONSABILITE.....	43
8.5.1	ASSURANCE.....	43

8.5.2	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	43
8.5.3	RESPONSABILITE DE L'ACHETEUR	43
ARTICLE 9. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE		44
9.1	MODALITES DE CONSULTATION DES TITULAIRES	44
9.2	MISE EN ŒUVRE DE LA REGLE D'ATTRIBUTION EN CASCADE.....	44
9.2.1	CAS D'UNE INCAPACITE TEMPORAIRE :.....	44
9.2.2	CAS D'UNE INCAPACITE DEFINITIVE :.....	45
9.3	EMISSION DES BONS DE COMMANDE	45
9.4	ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE OU D'UNE DEMANDE DE TRANSPORT	47
ARTICLE 10. MODALITE ET DETERMINATION DU PRIX.....		48
10.1	DEFINITION DES PRIX.....	48
10.2	FORME ET CONTENU DES PRIX	48
10.2.1	FORME DES PRIX	48
10.2.2	CONTENU DES PRIX	48
10.3	INDEXATION CARBURANT	48
10.4	VARIATION DES PRIX.....	49
10.4.1	MODALITES DE REVISION DU PRIX	49
	Règles d'arrondi.....	50
	a. Coefficient de révision	50
	b. Prix révisé	51
	Disparition de l'indice	51
	Clause butoir.....	51
10.4.2	REDUCTION POUR LES BENEFICIAIRES GROS CONSOMMATEURS	51
10.4.3	RABAIS ET OFFRES PROMOTIONNELLES	52
10.4.4	REMISE EN FONCTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES REALISE	52
ARTICLE 11. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS		53
11.1	VERIFICATION.....	53
11.1.1	VERIFICATION QUANTITATIVE	53
11.1.2	VERIFICATION QUALITATIVE	54
11.2	DECISION APRES VERIFICATION.....	54
11.2.1	ADMISSION	54
11.2.2	AJOURNEMENT.....	54
11.2.3	REFACTION.....	54
11.2.4	REJET	55
ARTICLE 12. REGLEMENT DES PRESTATIONS		56
12.1	REPARTITION DES PAIEMENTS.....	56
12.2	AVANCES.....	56
12.2.1	CONDITIONS DE VERSEMENT	56
12.2.2	MONTANT DE L'AVANCE	56
12.2.3	REMBOURSEMENT DE L'AVANCE.....	56
12.3	ACOMPTE.....	57
12.4	PAIEMENTS.....	57

12.4.1	PRINCIPE.....	57
12.4.2	MODE DE REGLEMENT.....	57
12.4.3	INTERRUPTION DU DELAI DE PAIEMENT	58
12.5	DEMANDE DE PAIEMENT.....	58
12.5.1	CONTENU DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	58
12.5.2	MODALITES DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	59
12.5.3	COMPTABLES ASSIGNATAIRES.....	60
12.5.4	SPECIFICITE EN CAS DE GROUPEMENT	60
12.6	MONNAIE	61
12.7	SERVICE FAIT PRÉSUME.....	61
<u>ARTICLE 13. PENALITES.....</u>		<u>62</u>
13.1	PROCEDURE CONTRADICTOIRE PREALABLE.....	62
13.2	CALCUL DES PENALITES.....	62
13.2.1	PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON	62
13.2.2	PENALITES POUR PERTES ET AVARIES	62
13.2.3	PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA POLITIQUE DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION	63
13.2.4	PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE D'ACTION SOCIALE	63
13.2.5	AUTRES PENALITES	63
13.3	APPLICATION DES PENALITES	64
13.4	PENALITES ET CESSATION DES RELATIONS CONTRACTUELLES	64
13.4.1	PENALITES ET RESILIATION	64
13.4.2	PENALITES ET TERME DE L'ACCORD-CADRE	64
13.5	DECOMPTE DES PENALITES	65
<u>ARTICLE 14. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....</u>		<u>66</u>
14.1	CAS DE RESILIATION	66
14.2	DECOMPTE DE RESILIATION.....	66
14.3	INDEMNISATION POUR RESILIATION	66
14.4	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	66
<u>ARTICLE 15. DISPOSITIONS DIVERSES.....</u>		<u>68</u>
15.1	CONTENTIEUX.....	68
15.2	DIFFERENDS ET LITIGES	68
15.2.1	MEDIATION.....	68
15.2.2	LITIGE.....	68
15.3	UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE.....	69
<u>ARTICLE 16. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....</u>		<u>70</u>
<u>ANNEXE I ENTITÉS BÉNÉFICIAIRES.....</u>		<u>72</u>

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet l'organisation de prestations d'expédition de colis et de palettes, comprenant la collecte, l'acheminement et la livraison depuis et vers la France métropolitaine, les DOM-COM, l'Europe et le reste du monde.

1.2 PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

1.2.1 Bénéficiaires

Les bénéficiaires du présent accord-cadre sont l'ensemble des ministères (pour leurs administrations centrales et services déconcentrés, services à compétence nationale, les juridictions judiciaires, financières ou administratives et autorités administratives indépendantes) et certains établissements publics et autres organismes listés en annexe 1 du présent CCAP.

Une convention constitutive d'un groupement de commande permanent a été conclue entre la Direction des achats de l'État (DAE) et des établissements publics et autres organismes conformément à l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique.

Ne sont pas comprises dans le périmètre du présent accord-cadre, les marchandises du ministère des Armées dont l'expédition relève d'opérations stratégiques notamment les transports assurés par moyens militaires et ceux assurés dans le cadre de marchés de défense ou de sécurité, ainsi que les marchandises du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères à expédier sous immunité diplomatique.

1.2.2 Lieux d'exécution

Les prestations sont réalisées depuis et vers :

- tout département de la France métropolitaine ;
- tout département ou région d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et Mayotte) ;
- toute collectivité d'outre-mer (Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin), en Nouvelle-Calédonie, à Wallis et Futuna et en Polynésie française pour les besoins de tout bénéficiaire non soumis à une disposition de droit local ;
- l'Europe et le reste du monde.

1.3 ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est alloté en deux (2) lots définis comme suit :

LOT	<i>Intitulé du lot</i>
1	Collecte, acheminement et livraison en express de colis depuis et vers la France métropolitaine, les DROM-COM, l'Europe et le reste du monde. Les colis sont d'un poids unitaire inférieur à 30 kg.
2	Collecte, acheminement et livraison en messagerie y compris en affrètement de palettes depuis et vers la France métropolitaine, les DROM-COM, l'Europe et le reste du monde.

Pour le lot 1, les envois peuvent être d'un poids cumulé supérieur à 30kg mais sont composés de plusieurs colis ne dépassant pas chacun le poids unitaire de 30 kg.

Pour le lot 2, le poids unitaire et cumulé ainsi que le format des palettes figurent dans l'offre du titulaire.

1.4 EXCLUSIVITE

Le titulaire bénéficie d'une exclusivité pour exécuter les prestations objet du présent accord-cadre.

ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

2.1 PROCEDURE DE PASSATION ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

2.1.1 Procédure

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert, telle qu'elle est décrite aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2.1.2 Forme

Le présent marché public constitue un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

En effet, l'étendue et le rythme des besoins ne pouvant être définis à l'avance, il s'exécute par l'émission de bons de commande à la survenance des besoins des bénéficiaires.

L'accord-cadre est multi-attributaire. Le nombre maximum d'attributaires par lot est de deux (2).

2.1.3 Montants

Le présent accord-cadre est passé sans montant minimum et avec les montants maximums en € HT suivants :

Lot	Montant maximum € HT sur 48 mois
1	152 000 000
2	36 000 000

Pour chaque lot le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque son montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée initialement prévue par l'acheteur.

Les montants estimatifs de l'accord-cadre sont :

Lot	Montant estimé € HT sur 48 mois
1	38 000 000
2	9 000 000

Les estimations sont données à titre indicatif et ne sauraient engager l'administration.

2.2 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) dûment complété, daté et signé par la personne habilitée à engager la responsabilité de la société et ses annexes :
 - Bordereau des prix unitaires (BPU) dûment complété (annexe I) ;
 - Pour le lot 1 uniquement : Clause d'action sociale (annexe II) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Liste des entités bénéficiaires (annexe I) ;
 - Engagement de responsabilité (annexe II) ;
 - Politique de sécurité des systèmes d'information de l'État, version 1.0 (PSSI-État) (annexe III) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Les documents contractuels qui composent le présent accord-cadre, définis *supra*, expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les stipulations du présent accord-cadre prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'acheteur et le titulaire, préalablement à la signature de l'accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer à l'accord-cadre. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions générales de vente, des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Toute clause limitative de responsabilité du titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Les exemplaires conservés par l'acheteur font seuls foi en cas de litige.

2.3 CONDITIONS DE DEROGATION AU CCAG-FCS

Toute dérogation au CCAG-FCS qui n'est pas clairement définie et récapitulée comme telle dans le dernier article du présent document est réputée non écrite. Toutefois, ne constitue pas une dérogation au CCAG-FCS l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indique ce dernier lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés publics de contenir des stipulations différentes.

2.4 MODALITES DE CONSERVATION ET DE DIFFUSION DE L'ACTE D'ENGAGEMENT, DU CCAP ET DU CCTP

Le pouvoir adjudicateur conserve les pièces constitutives de l'accord-cadre, dont les originaux de l'acte d'engagement et de son annexe, du CCAP et ses annexes et du CCTP qui seuls font foi, pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la fin de l'exécution de l'accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-13 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur conserve, en outre, les candidatures et les offres ainsi que les documents relatifs à la procédure de passation pendant une période minimale de cinq ans à compter de la date de signature de l'accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-12 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu à compter du 28/04/2026 pour le lot 1 et du 01/07/2026 pour le lot 2, pour une période ferme de quarante-huit (48) mois, sauf si le montant maximum est atteint avant cette échéance.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, les bons de commande et les demandes de transport peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, L'exécution de l'accord-cadre prend fin à la dernière admission des prestations.

ARTICLE 4. PARTIES A L'ACCORD-CADRE

4.1 PRINCIPE GENERAL

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi des prestations au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

La désignation des représentants des parties ne saurait remettre en cause le commencement d'exécution des prestations tel que prévu à l'accord-cadre.

4.2 IDENTIFICATION DES PARTIES

4.2.1 L'acheteur

En application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique et aux termes d'un mandat de délégation, la DAE a confié la passation et la signature du présent accord-cadre à la direction de l'évaluation, de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier (DEPAFI) du ministère de l'Intérieur.

Les services bénéficiaires de l'accord-cadre sont les services centraux et déconcentrés de l'État, les services à compétence nationale des ministères, leurs autorités administratives indépendantes, les juridictions judiciaires, financières ou administratives et certains établissements publics et autres organismes listés en annexe 1 du présent CCAP.

La DEPAFI intervient en qualité de coordonnateur du groupement de commande constitué sur le fondement de la convention conclue à l'initiative de la DAE entre l'État, des établissements publics de l'État et des organismes mentionnés aux 4°, 5° et 6° de l'article 1^{er} du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Dans le respect de ladite convention, les entités adhérentes listées à l'annexe I du présent CCAP indiquées sont également bénéficiaires.

La liste des bénéficiaires est, par principe, invariable. Cependant, en cas de restructuration organique des membres du groupement de commandes, les nouveaux services en résultant durant l'exécution de l'accord-cadre bénéficient des prestations, y compris si ces réorganisations donnent naissance par démembrement de services existants à un ou plusieurs établissements publics dépendant d'un des membres du groupement, sous réserve du régime juridique applicable à ces entités et des textes particuliers en découlant. Ces dernières évolutions sont constatées par décision administrative.

La DEPAFI est chargée de signer et de notifier le présent accord-cadre. Chaque bénéficiaire passe les bons de commandes auprès des titulaires et s'assure de sa bonne exécution.

4.2.2 Le titulaire

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'acheteur.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne les membres du groupement, représenté par son mandataire.

4.3 *REPRESENTATION DE L'ACHETEUR*

4.3.1 Le service acheteur

Le service acheteur est chargé notamment :

- d'assurer le pilotage général du déploiement ;
- de veiller à la bonne exécution globale de l'accord-cadre ;
- de valider les évolutions de l'annexe financière à l'acte d'engagement selon les dispositions prévues dans le présent CCAP ;
- d'assurer la communication sur les évolutions de l'accord-cadre et sur les bonnes pratiques d'exécution auprès des correspondants ministériels des bénéficiaires.

4.3.2 Les bénéficiaires

Pour leur propre compte, les bénéficiaires sont chargés :

- de la passation des bons de commandes et demandes de transport pour couvrir leurs besoins ;
- de veiller à la bonne exécution des prestations sur leur périmètre de responsabilité ;
- d'assurer la communication sur les évolutions et sur les bonnes pratiques d'utilisation du support auprès de leurs gestionnaires locaux ;
- de l'exécution des prestations : passation des commandes, demandes de transport, admission des prestations, vérification des factures, remontée des problèmes SAV au titulaire, application des pénalités le cas échéant et, globalement, la gestion quotidienne des services dont ils sont responsables.

4.4 *REPRESENTATION DU TITULAIRE*

4.4.1 Cadre général

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, le titulaire désigne dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant la notification du marché une personne physique, habilitée à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché afin d'intervenir à titre de suppléance de la personne initialement habilitée.

Pour cela, il communique le nom, les titres et les coordonnées professionnelles de la personne physique chargée du suivi de l'exécution de l'accord-cadre, qui pour le compte du titulaire est l'interlocuteur principal de l'acheteur et des services bénéficiaires.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le(s) interlocuteur(s) désigné(s) par le titulaire peu(ven)t être remplacé(s) par une personne de niveau équivalent, dans l'un des cas suivants :

- sur demande expresse de l'acheteur en cas de récusation ou de non-respect des obligations de sécurité et de confidentialité définies à l'annexe III au présent CCAP et selon les modalités décrites à l'article 4.5 du présent CCAP ;
- sur demande expresse de l'administration en cas d'incapacité physique entraînant un arrêt de travail supérieur à quinze (15) jours ouvrés ;
- sur demande du titulaire après accord de l'acheteur et selon les modalités décrites à l'article 4.5 du présent CCAP.

Tout interlocuteur proposé peut être récusé par l'acheteur par décision motivée. L'interlocuteur proposé est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la communication.

4.4.2 *Groupement d'opérateurs économiques*

Le nom de la personne habilitée sera notifié à l'acheteur par écrit, et mis à jour en cas de remplacement temporaire ou définitif.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS, en cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

4.5 *REMPLACEMENT OU RECUSATION DU REPRESENTANT*

4.5.1 Remplacement d'un représentant à l'initiative du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, en cas de défaillance du représentant du titulaire, le titulaire doit en aviser l'acheteur au moins dix (10) jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification et proposer dans ce délai un remplaçant habilité ayant une compétence et une expérience au moins équivalentes à celles de l'intervenant qu'il remplace et dans tous les cas conforme au niveau de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

Le remplaçant doit être habilité dans les mêmes conditions que le représentant du titulaire défaillant pour pouvoir le remplacer le cas échéant. L'absence de remplaçant habilité en cas de défaillance du représentant du titulaire engage la responsabilité

contractuelle du titulaire et n'est pas constitutive d'un cas de force majeure défini à l'article 5.5 du présent CCAP.

Il communique les motifs de cette modification ainsi que le profil et les compétences du nouvel intervenant et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire ne peut changer d'intervenant qu'avec l'accord de l'acheteur. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le remplaçant est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans le délai de cinq (5) jours ouvrés après la date de réception de la communication.

Si l'acheteur récusé le remplaçant, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un nouveau délai de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer l'acheteur.

En tout état de cause, il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, permettant la bonne exécution des prestations conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre. Il appartient également au titulaire d'effectuer les démarches afférentes à l'habilitation des intervenants remplaçants potentiels pour éviter tout risque d'inexécution au cours de l'accord-cadre.

4.5.2 Récusation d'un intervenant par l'acheteur

Tout interlocuteur proposé peut être récusé par l'acheteur par décision motivée. L'interlocuteur proposé est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception de la communication.

Si l'acheteur juge qu'un intervenant ne dispose pas des compétences nécessaires pour assurer la bonne exécution des prestations, il adresse une demande de mise à niveau au titulaire par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, le titulaire est tenu de proposer un nouvel intervenant habilité présentant le niveau de compétence requis. Le nouvel intervenant doit être habilité dans les mêmes conditions que le représentant du titulaire. L'absence d'un intervenant habilité en cas de récusation motivée engage la responsabilité contractuelle du titulaire et n'est pas constitutive d'un cas de force majeure défini à l'article 5.5 du présent CCAP.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récusé pas dans le délai de cinq jours ouvrés après la date de réception de la communication.

Dès acceptation de ce changement par le ministère, le titulaire assure la formation et prend à sa charge l'intégralité du temps de prise de connaissance de l'accord-cadre par le nouvel intervenant.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

4.6 SOUS-TRAITANCE

4.6.1 Champ de la sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire lui-même et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- Réception des bons de commande ;
- Transmission des données de traçabilité des acheminements jusqu'à l'admission des prestations ;
- Gestion des litiges ;
- Informations de l'acheteur et du bénéficiaire ;
- Restitutions contractuelles ;
- Pilotage de l'accord-cadre ;
- Représentation du titulaire.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'acheteur les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties de l'accord-cadre. Pour ce faire, il remplit une déclaration DC4 relative à la présentation d'un sous-traitant. En cas d'accord, l'acheteur devra accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

Même lorsqu'un sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct, il peut être rémunéré par le titulaire du marché. Conformément à l'arrêt CE n° 338780 du 23 mai 2011 cette rémunération libère la dette de l'acheteur à due concurrence. Cette mention figure dans le formulaire DC4.

4.6.2 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues

et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le formulaire DC4 est à transmettre à l'adresse suivante : sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr

En application des dispositions de l'article L. 2193-7 du Code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours calendaires dès réception de la demande. À défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG-FCS.

En application des dispositions de l'article L. 2193-2 du Code de la commande publique, il appartient au sous-traitant de remplir un DC4 lorsque, le cas échéant, il fait appel à un sous-traitant de second rang, qui reçoit du sous-traitant de premier rang une caution ou une délégation de paiement, régie par l'article 14 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, modifiée.

Le formulaire DC4 adapté doit être signé par le titulaire et par les sous-traitants de premier et second rangs avant transmission à l'acheteur. Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge. Le sous-traitant de second rang ne bénéficie pas du paiement direct.

4.7 COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Les parties se transmettent les informations, décisions et documents relatifs à l'exécution de l'accord-cadre par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.

L'acheteur peut refuser la communication d'informations, notamment au regard des impératifs de sécurité et de confidentialité, par décision dûment motivée.

ARTICLE 5. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 GENERALITES

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à l'article 4 du CCTP.

5.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur, du bénéficiaire ou du fait d'un évènement imprévisible pour un opérateur diligent, le bénéficiaire prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel initial.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire dispose, à cet effet, d'un délai de 12 heures ouvrées à compter de l'apparition de ces causes ou d'un délai courant jusqu'à la fin du délai d'exécution du bon de commande ou de la demande de transport, dans le cas où le bon de commande ou la demande de transport arrive à échéance dans un délai inférieur à 12 heures ouvrées. Il indique à l'acheteur, par la même demande, la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de 12 heures ouvrées à compter de la réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le bon de commande concerné ou la demande de transport n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

5.3 SURSIS DE LIVRAISON

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis d'exécution peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

5.4 SUSPENSION D'EXECUTION

Conformément à l'article 24 du CCAG-FCS, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de

l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

La reprise des prestations se fait conformément aux modalités fixées dans le CCAG-FCS.

5.5 FORCE MAJEURE

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable en cas d'inexécution ou de retard d'exécution résultant d'un cas de force majeure.

Est considéré comme un cas de force majeure au sens du présent accord-cadre, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties et qui ne peut être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

La charge de la preuve de l'existence et de l'effet de ces circonstances exonératoires incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de survenance d'une cause exonératoire, les parties s'engagent chacune pour ce qui la concerne, à déployer les efforts propres à en minimiser les conséquences ou à restaurer dans les plus brefs délais les conditions normales de l'exécution des engagements.

ARTICLE 6. CLAUSES DE REEXAMEN

L'accord-cadre peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique. Ainsi, outre, la clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles prévue à l'article 25 du CCAG-FCS, le présent accord-cadre introduit une clause de réexamen rendant possibles les modifications qui suivent.

6.1 MODIFICATIONS DUES A UNE EVOLUTION REGLEMENTAIRE OU LEGISLATIVE

Dans le cas où les prestations initialement décrites dans l'accord-cadre initial doivent faire l'objet de modifications à la suite d'une évolution réglementaire ou législative, les parties s'engagent à examiner de bonne foi les conséquences de cette évolution.

Les modifications sont bornées à ce qui est strictement rendu nécessaire par l'évolution réglementaire ou législative.

Sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la modification est intégrée à l'accord-cadre soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

Dans le cas où les modifications envisagées ont un impact financier et ne peuvent souffrir aucun retard, il est fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23 du CCAG-FCS.

6.2 AUGMENTATION DU MONTANT MAXIMUM EN CAS DE DEPLOIEMENT IMPREVU

Lorsque 70 % du montant maximum de l'accord-cadre a été atteint, ce montant peut être augmenté de la manière suivante :

L'acheteur en informe le titulaire et les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le montant maximum de l'accord-cadre à condition que cette augmentation soit strictement liée à l'objet de l'accord-cadre initial.

L'augmentation du montant maximum est intégrée à l'accord-cadre par acte modificatif au contrat (avenant). Cette augmentation ne peut pas conduire à une modification de plus de vingt (20) % du montant maximum initial de l'accord-cadre.

6.3 SUBSTITUTION DE SERVICES

En cas de difficulté avérée et justifiée pour le titulaire à maintenir sur toute la durée de l'accord-cadre des services tels qu'initialement prévus, il peut proposer à l'acheteur une substitution pour chaque service, de qualité équivalente et à prix identique.

Sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la substitution à prix identique est intégrée à l'accord-cadre par ordre de service.

6.4 EVOLUTION PAR SERVICES INNOVANTS OU APPORTANT DU PROGRES

Dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à proposer des services innovants similaires ou substituables à ceux décrits dans l'accord-cadre initial et susceptibles d'apporter une valeur supplémentaire à ses prestations dans l'intérêt de l'acheteur. Il peut également s'agir de services ou procédés permettant toute amélioration ou progrès dans l'exécution de l'accord-cadre.

Il s'appuie dans cette perspective sur son savoir-faire interne ou applique une veille à l'endroit des fournisseurs susceptibles de proposer des procédés, services ou produit innovants.

Il apporte à l'acheteur les justifications sur le caractère innovant des services qu'il propose (attestations, recommandations, fiches techniques...).

À tout moment et a minima à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, le titulaire initie cette démarche auprès de l'acheteur. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés. Sur la base des propositions, les parties engagent des discussions afin d'élaborer un plan de progrès.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès est accepté par l'acheteur après une éventuelle phase contradictoire, conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un acte modificatif au contrat (avenant).

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

L'ampleur des modifications résultant du plan de progrès ne peut conduire à la hausse ou à la baisse à une modification de plus de vingt (20) % du montant maximum initial de l'accord-cadre.

6.5 MODIFICATION DE LA LISTE DES BENEFICIAIRES

La liste des bénéficiaires peut être modifiée en cas de restructuration organique des membres du groupement de commandes, les nouveaux services en résultant durant l'exécution de l'accord-cadre bénéficient des prestations, y compris si ces réorganisations donnent naissance par démembrement de services existants à un ou plusieurs établissements publics dépendant d'un des membres du groupement, sous réserve du régime juridique applicable à ces entités et des textes particuliers en découlant.

Ces évolutions sont constatées par décision administrative et ne peuvent entraîner une incidence financière.

ARTICLE 7. MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 ARTICULATION DE L'ACCORD-CADRE AVEC D'AUTRES SUPPORTS CONTRACTUELS

Les prestations des lots 1 et 2 débutent de manière effective lorsque les précédents marchés, qu'ils renouvellent, seront arrivés à échéance.

Pour le lot 1, les prestations du présent accord-cadre démarrent le 28/04/2026.

Pour le lot 2, les prestations du présent accord-cadre démarrent le 01/07/2026.

Pour les établissements publics bénéficiaires du présent accord-cadre, les dates de démarrage des prestations figurent à l'annexe I du présent CCAP.

7.2 CLAUSES D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte des objectifs de développement durable.

Le titulaire respecte la réglementation applicable aux différents éléments propres à l'objet du marché mentionné dans le présent document, y compris lorsque la réglementation vient à évoluer lors de l'exécution du marché. Il communique, sans délai, tous les documents et justificatifs nécessaires sur demande de l'acheteur et les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour s'y conformer en cas d'évolution de la réglementation concernée.

Les modalités du contrôle de la « Mission ministérielle développement durable » (MMDD) sont précisées lors des comités de pilotage prévus au CCTP.

7.2.1 Spécifications techniques

- ***Modes de transport et sources d'énergies alternatives***

Pour la réalisation des prestations de l'accord-cadre, le titulaire recourt, lorsque les trajets le permettent, à des véhicules routiers électriques, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

Il peut, au cours du marché, proposer d'autres moyens innovants décarbonés en accord avec l'acheteur.

- ***Qualité environnementale des véhicules routiers utilisés dans le cadre de l'exécution du marché***

Le présent article s'applique aux véhicules mobilisés dans le cadre de l'exécution du marché, que la prestation soit réalisée en flotte propre ou externalisée.

La flotte routière de véhicules utilisée pour l'exécution du marché répond a minima à la

norme d'émissions de polluants atmosphériques Euro V ou équivalent et Euro VI dans la mesure du possible. Dans un délai de quinze (15) jours calendaires, le titulaire transmet à la demande de l'acheteur une attestation sur l'honneur du respect de cette exigence et fournit, le cas échéant, tout document permettant d'attester de ces caractéristiques (exemple : certificat d'immatriculation).

7.2.2 Conditions d'exécution

7.2.2.1 Clause de suivi des émissions de CO₂

Le titulaire doit suivre, dans le cadre des prestations du marché, les émissions de gaz à effet de serre.

Sur le fondement de l'article L. 1431-3 du code des transports, le titulaire détermine annuellement la quantité de gaz à effet de serre (GES) émise par le transport mobilisé durant l'exécution du marché. Ainsi, il communique à l'acheteur, au plus tard le 15 janvier suivant la fin de chaque année civile, les émissions de GES pour la période précédente.

Il s'appuie sur un outil dont la méthode se réfère à la norme ISO 14083 ou équivalent. À titre d'exemple : la méthodologie GLEC Framework ou équivalent (Global Logistics Emissions Council).

Cet outil doit quantifier par année les émissions de GES en kilo de CO₂ équivalent (KgCO₂eq) liées aux opérations de transport.

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) quantifiées sont réalisées par vecteur pour l'ensemble des modes de transports utilisés durant l'exécution du présent marché.

Les facteurs d'émissions utilisés s'appuient obligatoirement sur les facteurs reconnus par les pouvoirs publics officiels ou vérifiés par un tiers indépendant. Exemples : base Empreinte® de l'ADEME, GLEC Framework, DEFRA, etc...

Le rapport d'émissions doit inclure :

1. La méthodologie utilisée ;
2. Les données d'entrée et le type et nom de la base de données utilisée ;
3. Les hypothèses / les *scenarii* de diminution des émissions ;
4. Les résultats détaillés sur un tableur sous format modifiable et de manière synthétique sur un fichier PDF ;
5. Les incertitudes éventuelles (en pourcentage), l'incertitude de l'empreinte carbone désignant la marge d'erreur ou d'imprécision de l'estimation de la mesure de l'empreinte carbone par rapport à la valeur réelle.

Si le titulaire venait à faire évaluer ou certifier son outil par un tiers indépendant, il en fait part à l'acheteur lors du comité de suivi annuel. Durant ce comité, le titulaire communique ses objectifs de réduction à isopérimètre dans le cadre du marché.

En cas d'évolution des données d'entrée (facteurs d'émissions) utilisées pour le calcul des émissions de gaz à effet de serre issues de la base de données utilisée par le titulaire, ce dernier obtient l'accord préalable de l'acheteur.

7.2.2.2 Formation des conducteurs à l'écoconduite

L'écoconduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la consommation de carburant.

Le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formé à l'écoconduite (aussi bien pour la mobilisation de sa propre flotte de véhicules, que pour la flotte de véhicules des partenaires) pour les véhicules thermiques et électriques. Les conducteurs doivent être formés *a minima* chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet à l'acheteur, à la fin de chaque année civile et au plus tard le 15 janvier de l'année suivante (sous format électronique facilement exploitable), les documents justifiant la formation effective de ses personnels conducteurs à l'écoconduite : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

7.2.2.3 Programme pour la réduction des émissions de GES générés par les prestations du marché

Principe :

Le titulaire propose à l'acheteur, six mois après la date de notification du marché, son programme sur les axes listés ci-après. Ce programme fait l'objet d'un suivi à chaque date anniversaire du marché, ou lors du comité de suivi annuel prévu dans le CCTP.

Axe de progrès :

Le programme s'articule autour de l'objectif principal de réduction de l'empreinte carbone.

Dans ce cadre, le titulaire détaille les mesures envisagées pour l'exécution du marché, notamment en matière de :

- Adoption de modes de transport moins émissifs, tels que l'électrification de la flotte de véhicules.

Indicateur : Réduction en pourcentage à définir par le titulaire sous validation de l'acheteur, de l'intensité carbone (signifiant la moyenne d'émissions de gaz à effet de serre en [KgCO₂eq/tkm ou gCO₂eq/tkm] utilisés dans le cadre de la prestation objet du présent marché.

Et/ou :

Indicateur :
$$V_e = \frac{V_e}{V_e + V_t} * 100$$

V_e = nombre de véhicules électriques utilisés dans le cadre de la prestation objet du présent marché

Vt = nombre de véhicules thermiques ou autres types de véhicules (gaz ou biocarburants)

- Report modal notamment sur le recours au transport ferroviaire et/ou fluvial et/ou la livraison en vélo-cargo pour le dernier km.

Indicateur : part en pourcentage du report modal réalisé chaque année pour les prestations objet du marché.

- Le titulaire peut ajouter tout élément qui lui semble pertinent pour mesurer sa trajectoire de progrès, sous réserve de validation par l'acheteur.

Les indicateurs annuels sont exprimés en pourcentage (pourcentage en année N+1, comparativement au pourcentage en année N). L'unité d'œuvre doit permettre d'isoler l'effort du seul titulaire afin de ne pas considérer que la baisse des volumes ou des kilomètres ou des poids contribuent à l'atteinte de l'objectif.

Cadrage de l'architecture du programme :

Sont détaillés dans le programme le ou les :

- 1) objectifs ;
- 2) indicateurs de mesure ;
- 3) actions à la charge du titulaire ;
- 4) actions à la charge de l'acheteur ;
- 5) moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- 6) calendrier prévisionnel de chacune des actions et, le cas échéant, les modalités de partage des éventuels gains financiers ou autres que financiers.

Formalisation du programme :

Dans l'hypothèse où les mesures proposées conduiraient à modifier les stipulations du marché, notamment les conditions d'exécution financières, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations du marché, le programme est formalisé par un simple échange par courriel entre les parties.

7.2.3. Pénalités liées à la clause d'exécution environnementale

- ***Pénalités pour non-respect des spécifications techniques prévues à l'article 7.2.1***

Après procédure contradictoire prévue à l'article 13.1 du présent document et mise en œuvre par le service bénéficiaire concerné, en cas de non-conformité constatée, une pénalité de 1 000 € HT est appliquée.

La non-conformité aux spécifications techniques est définie comme l'inobservation de la qualité environnementale des véhicules routiers utilisés dans le cadre de l'exécution du marché, prévue par l'article 7.2.1 du présent document. Elle est constatée après transmission des documents demandés, en cas de norme d'émissions de polluants atmosphériques inférieure à Euro V ou équivalent et Euro VI dans la mesure du possible.

- **Pénalités pour non-transmission des documents exigés à l'article 7.2 CCAP**

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés par l'article 7.2 relatif aux clauses d'exécution environnementale, une pénalité de 500 € HT est appliquée par jour de retard et par nature de document, après mise en demeure par l'acheteur et mise en œuvre de la procédure contradictoire prévue à l'article 13.1 du présent document, sans préjudice de la sanction pécuniaire encourue par le titulaire dans le cadre de l'article L. 1431-3 du code des transports.

Les différentes natures de documents visées sont les suivantes :

- L'attestation sur l'honneur visée par l'article 7.2.1 du CCAP ;
- Les documents visés par le même article, permettant d'attester de la qualité environnementale des véhicules routiers utilisés dans le cadre de l'exécution du marché ;
- Le rapport d'émission, composé de l'ensemble des cinq types de renseignements attendus, listés à l'article 7.2.2.1 du présent CCAP ;
- Les documents justifiant de la formation effective des personnels conducteurs à l'écoconduite, mentionnés à l'article 7.2.2.2 du présent CCAP ;
- Le programme pour la réduction des émissions de GES générés par les prestations du marché, prévu à l'article 7.2.2.3 du CCAP.

- **Pénalités pour non-respect des engagements du titulaire relatifs aux axes prévus à l'article 7.2.2.3 CCAP**

En cas de non-respect de la mise en œuvre du programme, imputable au titulaire, après mise en demeure par l'acheteur et mise en œuvre de la procédure contradictoire prévue à l'article 13.1 du présent document, ce dernier encourt une sanction égale à 0,5 % du montant facturé HT du marché au cours de la période précédente et pour chaque année de non mise en œuvre de ses engagements.

La mise en œuvre du programme est définie comme l'application effective des objectifs définis pour les deux axes du programme (modes de transport moins émissifs d'une part, report modal d'autre part).

Cette mise en œuvre effective est examinée via le compte rendu annuel produit par le titulaire, de résultat du programme prévu par l'article 7.2.2.3 et remis lors du comité de suivi annuel prévu par l'article 7.4.2 du CCTP.

Après procédure contradictoire prévue à l'article 13.1 du présent document, en cas de non transmission du programme prévu au 7.2.3, le titulaire encourt une pénalité égale à 75 € HT par jour de retard et par document non transmis.

7.3 CLAUSE D'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES PERSONNES PRECARISEES SOCIALEMENT OU PROFESSIONNELLEMENT (LOT 1)

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre introduit une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

À ce titre, le titulaire de rang n°1 s'engage à réaliser des actions d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

7.3.1 Publics visés

Par dérogation à l'article 16.1.1 du CCAG-FCS, les personnes éligibles sont :

- a- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de douze (12) mois d'inscription au chômage) ;
- b- les demandeurs d'emploi de plus de cinquante (50) ans ;
- c- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants-droit ;
- d- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- e- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- f- les personnes bénéficiant d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH), au sens de l'article L. 5212-12 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- g- les jeunes de moins de vingt-six (26) ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins six (6) mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C) ;
- h- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2^{ème} chance » ;
- i- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- j- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- k- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

l- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC), être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

7.3.2 Objectifs d'insertion

Un volume horaire du présent accord-cadre est spécialement réservé aux publics précédemment cités et réparti de la manière suivante :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée totale d'exécution de l'accord-cadre :
5 (cinq) heures par tranches de 10 000 (dix mille) € HT facturés

Dans le cadre de la mise en œuvre de son obligation d'insertion, le titulaire du rang 1 peut mutualiser les objectifs d'insertion entre toutes les prestations commandées de l'ensemble des bénéficiaires.

L'action d'insertion est ainsi définie selon le mode opératoire suivant :

- Le montant total minimum à atteindre pour activer la clause d'insertion est de 1 000 000 (1 million) € HT ;
- En deçà de ce montant, l'obligation de réalisation des heures d'insertion ne s'applique pas au titulaire. Au-delà de ce seuil, toute tranche de 10 000 (dix mille) € HT entraîne l'exécution de 10 (dix) heures d'insertion supplémentaire.

7.3.3 Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion. L'attributaire désigne un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

Modalité 1 : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

Modalité 2 : mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

Modalité 3 : recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

7.3.4 Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Finoana ANDRIANARIVELO

Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises

finoana.andrianarivelo@epec.paris

pole-clauses@epec.paris

01 84 74 35 20 / 07 48 72 69 42

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

7.3.5 Modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions relatives à la clause RGPD).

Le titulaire fournit trimestriellement et avant le quinze (15) du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés à l'acheteur et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris

Copie : finoana.andrianarivelo@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues dans le présent document.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de donner date certaine, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

À l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

7.3.6 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

À ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 1) Quarante-huit (48) mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et vingt-quatre (24) mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre

de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2034 inclus.

- 2) En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées six (6) mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- (1) Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- (2) Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » (LIL) du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 PARIS

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

7.4 REVERSIBILITE

Pendant les quatre (4) derniers mois d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit coopérer avec l'administration afin d'assurer une reprise rapide des prestations et sans désagrément pour les bénéficiaires.

Cette clause peut être mise en place soit dans le cas de la résiliation de l'accord-cadre soit dans le cas de la non-reconduction ou de la fin normale de l'accord-cadre.

Le titulaire doit remettre le plan de réversibilité sous quinze (15) jours calendaires suivant la mise en œuvre de la présente clause.

Ce plan, d'une durée maximale de deux (2) mois, doit prévoir d'organiser la transition du nouveau titulaire et en cas de défaillance de celui-ci, le cas échéant, le présent titulaire devra réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la continuité des prestations.

Ce plan doit prendre en compte la période de transfert de la prestation chez un autre fournisseur et doit être exécuté sous la responsabilité du présent titulaire et du nouveau fournisseur.

Des réunions permettant l'élaboration et la mise en œuvre de cette réversibilité sont organisées, réunions auxquelles le titulaire est tenu d'assister.

La mise en place de ce plan de réversibilité ne pourra, en aucun cas, faire se prolonger le présent accord-cadre au-delà de sa durée de validité.

ARTICLE 8. ENGAGEMENT ET RESPONSABILITE DES PARTIES

8.1 ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à accepter de tenir l'acheteur informé périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer au bénéficiaire ou à l'acheteur, dans les huit (8) jours calendaires (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP de l'accord-cadre) de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre de l'accord-cadre ;
- à garantir et maintenir les obligations de sécurité figurant à l'annexe III du présent CCAP. Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise à des mesures de sécurité, qu'il s'agisse d'accès physique à des locaux ou d'accès logique à des informations.

Les systèmes d'informations sensibles mentionnés à cette annexe III sont ceux qui traitent d'informations dont la divulgation à des personnes non autorisées, l'altération ou l'indisponibilité sont de nature à porter atteinte à la réalisation des objectifs des entités qui les mettent en œuvre.

Le titulaire est particulièrement attentif aux contraintes opérationnelles propres aux bénéficiaires de l'accord-cadre.

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à communiquer par écrit, sans délai, à l'acheteur tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire et de son numéro SIRET, ainsi que les modifications se rapportant aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement de l'accord-cadre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la personne publique n'aurait pas eu connaissance.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans le cadre du présent accord-cadre. En conséquence il appartient notamment au titulaire :

- de respecter les délais et indicateurs qualité ;

- d'être force de conseil et d'accompagnement dans l'exécution des prestations. Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire ;
- de mettre en place les moyens et les effectifs nécessaires à la réalisation des prestations et d'en assurer la continuité sauf cas ne relevant pas de sa responsabilité (cas de force majeure ou du fait du bénéficiaire) ;
- de mettre à disposition l'outillage et les moyens de manutentions adaptés selon le poids des marchandises y compris les solutions digitales de type logiciel de gestion, imprimante, étiquettes vierges, support de formation le cas échéant ;
- d'assurer la qualité, la confidentialité et la sécurité des envois qui lui sont confiés.

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés ;
- un devoir d'alerte et de signalement de tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. À cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter sans délai l'acheteur et le bénéficiaire, de toute difficulté, dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels ou événement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation. Ce devoir d'alerte est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire ;

restituer en fin de marché les données-clients à jour acquises en cours d'exécution. La liste et le détail des comptes ainsi que toutes les données répertoriées et consolidées dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre sont la propriété de l'administration à qui le titulaire les restitue en cours d'exécution de l'accord cadre à la demande de l'Administration et à l'échéance de celui-ci. Le stockage et l'accès aux données sont sécurisés et ne sauraient être communiqués à des tiers sans autorisation expresse de l'administration.

8.2 ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR ET DES BENEFICIAIRES

Afin de contribuer à l'exécution conforme des prestations par le titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre, l'acheteur et les bénéficiaires s'engagent à :

- assurer au titulaire toutes facilités pour permettre l'exécution des prestations ;

- mettre le titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard, sous réserve des règles de protection, de confidentialité et de sécurité.

8.3 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD)

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

8.3.1 Précisions terminologiques

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

8.3.2 Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations suivantes :

- création du compte client ;
- ouverture de l'accès au portail client;
- traitement du bon de commande ;
- traitement de la demande transport ;
- traitement des factures ;
- communication avec les bénéficiaires, leurs représentants ministériels et l'acheteur.

Les données à caractère personnel sont traitées pour la durée correspondante à la durée d'exécution du présent accord-cadre.

La finalité du traitement est de conserver les coordonnées des bénéficiaires des prestations susceptibles d'être contactés par le sous-traitant lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Les types de données à caractère personnel traitées sont les noms, prénoms, fonctions et coordonnées professionnelles nécessaires à la mise en place et à la gestion administrative de l'exécution de l'accord-cadre.

Les catégories de personnes concernées par les données sont des agents administratifs ou techniques du responsable de traitement.

8.3.3 Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

8.3.4 MISE EN ŒUVRE DU TRAITEMENT

- ***Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur :***

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet du présent accord-cadre ;
2. traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibée.

À défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

• **Sous-traitance des activités de traitement :**

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du Code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'acheteur, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe l'acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

- ***Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement :***

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

- **Notification des violations de données à caractère personnel :**

- Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel immédiatement et dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures après en avoir pris connaissance et par courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) soixante-douze (72) heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

- **Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

- **Mesures de sécurité**

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres possibilités :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité prévues par l'annexe III du présent CCAP et les documents de l'accord-cadre.

- **Sort des données**

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire renvoie toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

- ***Délégué à la protection des données***

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

- ***Registre des activités de traitement***

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8.3.5 Pénalités pour manquement aux obligations du RGPD

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- pénalité forfaitaire de 50 euros par jour de retard (à compter du jour de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD du titulaire ;
- pénalité forfaitaire de 1 000 euros pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnelle ou pour non-teneur du registre des activités de traitement ;

- pénalité forfaitaire de 50 euros par heure de retard en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel.

8.4 CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, dans ce cas, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 (quinze) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

8.5 ASSURANCE ET RESPONSABILITE

8.5.1 Assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur et des tiers en cas d'inexécution. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, dès la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

8.5.2 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Après mise en demeure restée infructueuse du service bénéficiaire, le titulaire peut voir sa responsabilité engagée en cas de non-exécution ou de mauvaise exécution des prestations attendues dans le cadre du présent accord-cadre.

8.5.3 Responsabilité de l'acheteur

Les dégâts et dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire de l'accord-cadre par l'acheteur, du fait de l'exécution des prestations, sont à la charge de celui-ci.

ARTICLE 9. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

9.1 MODALITES DE CONSULTATION DES TITULAIRES

La règle d'attribution est celle de la multi-attribution dite « en cascade ».

Cette méthode consiste à faire appel en priorité au titulaire de rang 1. Si celui-ci n'est pas en mesure de pouvoir réaliser les prestations, le bénéficiaire s'adresse au titulaire de rang 2.

Le titulaire de rang 1 est le soumissionnaire ayant été classé en première position à l'issue de la mise en concurrence. Il assure l'exécution de l'accord-cadre à compter de sa date d'effet.

Le titulaire de rang 2 est le soumissionnaire ayant été classé en deuxième position à l'issue de la mise en concurrence. Il assure l'exécution de l'accord-cadre dans les hypothèses de défaillance du titulaire de rang 1, définies ci-après.

Dans l'hypothèse où le titulaire de rang 2 est également dans l'impossibilité de réaliser les prestations, le bénéficiaire est délié du droit d'exclusivité attaché au présent accord-cadre et se réserve le droit de faire appel à un fournisseur tiers.

Le ou les titulaires du présent marché ont une obligation de réponse à l'ensemble des bons de commande.

Le titulaire notifie par tout moyen obligatoirement au bénéficiaire et à l'acheteur son incapacité à réaliser tout ou partie des prestations dans le délai de 12 heures suivant la demande de prestation.

Il joint toutes les pièces justifiant de l'incapacité à réaliser la ou les prestation(s). La défaillance du titulaire est prononcée par tout moyen exclusivement par l'acheteur.

9.2 MISE EN ŒUVRE DE LA REGLE D'ATTRIBUTION EN CASCADE

9.2.1 Cas d'une incapacité temporaire :

La défaillance temporaire du titulaire peut être constatée au bon de commande ou à l'accord-cadre notamment par notification du titulaire ou à travers la réalisation d'un audit dont les modalités sont définies à l'article 7.2 du CCTP, ou en cas de non-conformité aux stipulations de l'accord-cadre. Il peut s'agir notamment du non-respect par le titulaire des engagements contractuels.

La défaillance temporaire du titulaire est prononcée exclusivement par l'acheteur. Celui-ci notifie au titulaire sa défaillance temporaire et le périmètre concerné.

À compter de la réception de la notification, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés pour communiquer tout élément permettant de garantir sa capacité à pallier sans délai sa défaillance, et les mesures prises en ce sens :

- Si le titulaire indique pouvoir reprendre l'exécution des prestations, il communique la date à laquelle il s'engage à reprendre l'exécution des prestations dans le respect des engagements contractuels. Le titulaire reprend dans ce cas, l'exécution de la ou

les prestation(s) défaillante(s). Si à la date sur laquelle il s'est engagé à reprendre la prestation, le titulaire n'a pas pallié à sa défaillance, l'acheteur notifie la défaillance définitive au titulaire et le périmètre concerné. La demande de prestation est dans ce cas automatiquement annulée ;

- À défaut de pouvoir garantir cette capacité, ou à défaut de réponse expresse du titulaire dans le délai prescrit, l'acheteur notifie la défaillance définitive au titulaire et le périmètre concerné. Dans ce cas, la demande de prestation est automatiquement annulée.

La défaillance temporaire du titulaire entraîne la suspension des nouvelles demandes de prestation concernées par la défaillance, tant que sa capacité à reprendre l'exécution des prestations, n'est pas formellement démontrée.

9.2.2 Cas d'une incapacité définitive :

La défaillance définitive du titulaire est caractérisée notamment par une incapacité partielle ou totale du titulaire liées à l'exécution de l'accord-cadre ou d'une demande de prestation ou à sa cessation d'activité.

La défaillance définitive peut aussi être constatée à l'expiration des délais relatifs au constat d'une défaillance temporaire.

La défaillance définitive du titulaire est prononcée exclusivement par l'acheteur. La défaillance définitive du titulaire entraîne la résiliation de l'accord-cadre pour le titulaire défaillant.

9.3 EMISSION DES BONS DE COMMANDE

L'exécution de l'accord-cadre donne lieu à l'émission de bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et peuvent produire leurs effets au-delà de cette durée de validité pour une durée qui ne pourra excéder celle définie à l'article 3 (durée) du présent CCAP.

À la survenance du besoin, le bénéficiaire transmet au titulaire une demande d'enlèvement contenant les informations nécessaires au déclenchement des prestations. Cette demande n'est pas précédée d'une demande de devis préalable, les prix étant ceux figurant à l'annexe financière et révisés mensuellement dans les conditions figurant à l'article 10 du présent CCAP.

Les bénéficiaires du présent accord-cadre se réservent la possibilité d'émettre un bon de commande global prévisionnel (un bon de commande pour plusieurs demandes d'enlèvement) pour la durée souhaitée par le service émetteur dudit bon de commande, sur la base d'une estimation chiffrée des prestations à réaliser.

Chaque demande d'enlèvement référence alors le même bon de commande durant toute l'exécution du marché et la facturation est effectuée par référence à ce bon de commande.

Le titulaire accuse réception d'un bon de commande par tout moyen permettant d'attester de façon certaine de sa date de réception.

La réception d'un bon de commande par le titulaire tient lieu de notification de la commande.

Si le bon de commande est globalisé, les mentions suivantes figurent sur la demande d'enlèvement :

- le numéro du compte client ;
- la nature des prestations ;
- la quantité à livrer ;
- le délai de livraison ;
- les lieux d'enlèvement et de livraison ;
- les coordonnées de la personne chargée de la réception des livraisons.

Si le bon de commande n'est pas globalisé (un bon de commande pour chaque demande d'enlèvement), il est mentionné sur chaque bon de commande *a minima* :

- l'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité, SIRET et adresse) ;
- la référence du marché (numéro et date) ;
- le numéro du bon de commande correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture ;
- le code du service en charge du paiement ;
- le numéro du compte client ;
- la nature des prestations ;
- la quantité à livrer ;
- le délai de livraison ;
- les lieux d'enlèvement et de livraison ;
- les coordonnées de la personne chargée de la réception des livraisons ;
- le prix unitaire HT et TTC par prestation et total (Ce montant est un montant prévisionnel qui ne peut être celui qui sera exactement facturé) ;
- le délai de livraison ;
- le lieu de livraison ;
- les coordonnées de la personne chargée de la réception des livraisons ;
- le numéro de la commande CHORUS (référence interne à l'administration).

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de douze (12) heures ouvrées à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations par le bénéficiaire.

9.4 *ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE OU D'UNE DEMANDE DE TRANSPORT*

Le bénéficiaire peut, qu'il y ait ou non faute du titulaire, décider d'annuler sa demande de prestation dans les conditions figurant à l'article 3.1.3 du CCTP.

ARTICLE 10. MODALITE ET DETERMINATION DU PRIX

10.1 DEFINITION DES PRIX

Les prix initiaux des prestations du présent accord-cadre sont définitifs et sont ceux qui figurent à l'annexe I à l'acte d'engagement.

Ces prix initiaux s'expriment hors taxe et sont fermes la première année.

10.2 FORME ET CONTENU DES PRIX

10.2.1 Forme des prix

Le présent accord-cadre à bon de commande est traité à prix unitaires, fixés à l'annexe I à l'acte d'engagement.

10.2.2 Contenu des prix

Dans le cadre du présent accord-cadre, les prestations sont traitées sur la base des conditions tarifaires figurant dans l'acte d'engagement, lesquelles sont réputées comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Outre les prestations figurant à l'annexe financière et prestations associées, les prix unitaires couvrent notamment :

- les frais relatifs à l'assurance ;
- la documentation en langue française ;
- les frais de transport, de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire ;
- les prélèvements obligatoires divers ;
- les frais relatifs aux réunions et aux comptes rendus, y compris les éventuelles réunions préparatoires, le suivi commercial et opérationnel et la participation au comité de pilotage ;
- les charges fiscales frappant obligatoirement les prestations * à l'exception de la charge carburant.

*Sont applicables le ou les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

10.3 INDEXATION CARBURANT

Pour les opérations de transport, les charges de carburant sont révisées mensuellement conformément aux dispositions de l'article L. 3222-1 du Code des transports et sont

facturées sur les relevés mensuels en y faisant apparaître le détail du calcul. L'indexation de ces charges est présentée en pied de facture.

Pour tenir compte de la variation du prix du carburant entre la date de remise des offres et la date de la réalisation de chaque prestation de transport, le montant facturé représenté par le carburant dans le prix de la prestation est révisé en plus ou en moins mensuellement.

Pour le transport routier, l'indice de référence pour le calcul de l'indexation est l'indice CNR gazole professionnel en vigueur à la date de la remise des offres au présent accord-cadre.

Le montant de la charge carburant est calculé selon la formule suivante :

$$P_{carXT} \times T_{prest} \times \left(\frac{\text{IndiceCNRgazoleprofessionneldumoisconcerné}}{\text{IndiceCNRgazoleprofessionnelderéférence}} - 1 \right)$$

dans laquelle :

P_{car} représente le poids du carburant dans les prestations de transport du titulaire. Il est exprimé en pourcentage (décimal à deux chiffres).

T_{prest} représente le montant total des seules prestations de transport routier du mois facturées : en sont exclus toutes les prestations n'incluant pas du transport routier (douanes, assurances, fournitures, etc.), en euros HT.

Le titulaire indique dans son offre l'indice CNR de référence et le poids du carburant (en pourcentage) dans ses prestations de transport, celui-ci vaut pour la toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Pour le transport aérien, l'indice de référence et la formule pour le calcul de l'indexation figurent dans l'offre du titulaire. L'indice de référence est celui en vigueur à la date de la remise des offres.

10.4 VARIATION DES PRIX

10.4.1 Modalités de révision du prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 (mois zéro) correspondant à la date limite de remise des offres .

Les prix initiaux sont fermes et définitifs. Seuls sont révisables, annuellement et à compter de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, les prix initiaux des prestations de transport.

Cette révision se fait sur demande des titulaires et selon les dispositions de l'article R. 2112-13 du Code de la commande publique et par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times \left[0,15 + 0,85 \times \left(\frac{A_{17HZ}}{A_{17HZo}} \right) \right]$$

Dans laquelle :

P	prix révisé
P₀	prix initial
A17 HZ	dernière valeur définitive connue au moment du calcul de la révision, de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A17 HZ – Transports et entreposage (référence INSEE : 010766503)
A17 HZ o	dernière valeur définitive connue au moment de la précédente révision (ou de la remise des offres pour la 1 ^{ère} révision), de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A17 HZ – Transports et entreposage (référence INSEE : 010766503)

Les prix issus de cette révision sont réputés définitifs.

Le calcul de la révision des prix incombe au titulaire. Il dispose d'un délai d'un (1) mois au plus tard avant la date d'effet de la révision des prix (date anniversaire de notification de l'accord-cadre) pour communiquer une demande de révision des prix faisant apparaître les indices et les modalités de calculs, à l'adresse suivante : sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr

Si la révision des prix n'est pas communiquée dans le délai indiqué ci-dessus, le titulaire est réputé y renoncer. Il ne pourra alors y avoir d'application rétroactive de la formule de révision.

En l'absence de demande du titulaire, l'acheteur peut décider de réviser les prix.

La valeur du coefficient, la valeur des indices utilisés pour son calcul ainsi que les prix révisés sont validés par l'acheteur.

Les prix révisés s'appliquent aux prestations réalisées à partir de la date anniversaire.

Règles d'arrondi

a. Coefficient de révision

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055).

b. Prix révisé

Le prix révisé calculé sur deux décimales est arrondi au centième supérieur.

Disparition de l'indice

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié par l'INSEE ou, à défaut, de choisir un indice similaire.

En cas de remplacement de l'INSEE, si aucun indice de raccordement des deux séries n'est publié par l'INSEE, il sera calculé selon la méthodologie suivante :

- Prendre la dernière valeur définitive de la série arrêtée (Va) ;
- Prendre la valeur définitive de la série poursuivante à la même date (VPd) ;
- Calculer le coefficient de raccordement en effectuant l'opération suivante : Va / VPd et arrondir le résultat à quatre décimales ;
- Ensuite, pour prolonger l'ancienne série, multiplier les indices de la nouvelle série par le coefficient de raccordement et arrondir les résultats à une décimale.

Le nouvel indice choisi par les parties est acté par voie d'avenant à l'accord-cadre au marché.

Clause butoir

L'application de la formule de révision ne peut conduire à une augmentation supérieure à 3 %, par rapport aux prix précédents.

10.4.2 Réduction pour les bénéficiaires gros consommateurs

Pour les bénéficiaires dont le besoin d'enlèvement est supérieur ou égal à quatre (4) jours ouvrés par semaine, le titulaire applique une réduction sur les prix durant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Cette réduction exprimée en pourcentage, s'applique par site d'enlèvement et figure à l'annexe financière au titre des prestations annexes.

Pour bénéficier de cette réduction du prix, le bénéficiaire justifie de ses statistiques antérieures auprès du titulaire et s'engage pour une durée minimale de trois (3) mois à demander un enlèvement hebdomadaire correspondant au seuil minimal de déclenchement de la réduction, soit au moins quatre enlèvements par semaine. Si au cours de la période d'engagement, le titulaire constate pour un site d'enlèvement bénéficiaire de la réduction, que la fréquence des enlèvements hebdomadaires est passée sous ce seuil durant deux (2) mois consécutifs, il peut supprimer le bénéfice de la réduction et en informe le bénéficiaire.

10.4.3 Rabais et offres promotionnelles

Le titulaire a la faculté de proposer une offre promotionnelle à l'administration pour une durée limitée.

Le titulaire s'engage à faire bénéficier l'administration, à tout moment, de toute baisse de prix pratiquée à l'égard de sa clientèle, qu'il s'agisse d'une offre promotionnelle de durée limitée ou d'une baisse de prix de son barème et ce tout au long de la durée du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage également à faire bénéficier l'administration de toute baisse de prix liée à une modification de la réglementation ou à une modification des procédés opérationnels mis en œuvre entraînant une optimisation des coûts.

L'annexe financière à l'acte d'engagement est mise à jour, le cas échéant, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

Le titulaire adresse les offres promotionnelles aux bénéficiaires par tout moyen permettant de donner date certaine. Ces offres s'appliquent aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

L'administration se réserve le droit de vérifier, par tous moyens à sa disposition, l'application conforme des dispositions contractuelles du présent article.

10.4.4 Remise en fonction du chiffre d'affaires réalisé

À chaque date anniversaire de notification de l'accord-cadre, le titulaire établit un récapitulatif des montants de commande facturés au cours des douze (12) mois précédents pour l'ensemble des prestations de l'accord-cadre.

Une remise sur chiffre d'affaires est consentie annuellement à l'atteinte du montant hors taxes arrêté dans l'annexe financière. Le pourcentage de remise est indiqué par le titulaire dans l'annexe financière.

Les nouveaux prix sont notifiés au titulaire dans le même calendrier que la révision des prix et selon les modalités prévues à l'article 10.4.1 du présent CCAP. Ils s'appliquent aux prestations réalisées à compter de la période suivante.

ARTICLE 11. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 VERIFICATION

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à vérifier si elles répondent aux stipulations du marché.

Le titulaire met à disposition les bordereaux d'enlèvement (article 3.2.2 du CCTP) et de livraison (article 3.3.1 du CCTP), ou tout support permettant d'établir l'enlèvement, la livraison et la réalisation des prestations.

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues au présent CCAP. À défaut d'indication dans le marché, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les services en cause.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS, le bénéficiaire (et non l'acheteur) effectue les opérations de vérification quantitative et qualitative. Lorsqu'elles sont simples et ne nécessitent qu'un examen sommaire ne demandant que peu de temps, le bénéficiaire peut notifier sa décision sur-le-champ au titulaire.

Les vérifications ont lieu au moment de l'enlèvement ou de la livraison de la marchandise.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, en cas d'anomalies relevées lors de la vérification (avarie ou perte), le destinataire dispose de trois (3) jours ouvrés pour formellement notifier sa protestation motivée au titulaire.

Ce délai de trois (3) jours ouvrés de vérification vaut uniquement pour les transports en France.

Pour les transports internationaux, les délais de vérification de quinze (15) jours calendaires prévus au CCAG-FCS s'appliquent.

Passé ce délai, la décision d'admission des services est réputée acquise.

11.1.1 Vérification quantitative

Les contrôles quantité ont pour objet de vérifier que la quantité des prestations fournies par le titulaire est conforme aux documents contractuels et s'appliquent sur l'ensemble du périmètre et des prestations du présent accord-cadre.

Les opérations de vérification quantitative s'effectuent par comptage, afin de s'assurer de la conformité entre les quantités enlevées ou livrées, et celles inscrites sur le bon de commande ou de transport.

À l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le bénéficiaire peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

11.1.2 **Vérification qualitative**

Les contrôles qualité ont pour objet de vérifier que la qualité des prestations fournies par le titulaire est conforme aux documents contractuels et s'applique sur l'ensemble du périmètre et des prestations du présent accord-cadre.

Les opérations de vérification qualitative s'effectuent :

- par un contrôle de la conformité de l'état des emballages, de la marchandise, des colis et/ou palettes et de l'étiquetage ;
- sur le respect des délais.

À l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous.

11.2 DECISION APRES VERIFICATION

11.2.1 **Admission**

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le bénéficiaire prononce dans les trois jours ouvrés l'admission des prestations de transport en France, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. Le silence gardé par le bénéficiaire au-delà de ce délai de trois jours ouvrés vaut décision d'admission.

11.2.2 **Ajournement**

Le bénéficiaire, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par la procédure spécifique de l'article L. 133-4 du Code de commerce, qui déroge à l'article 30.2 du CCAG-FCS, pour les prestations qui relèvent du Code de commerce.

11.2.3 **Réfaction**

Lorsque le bénéficiaire estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

La réfaction est appliquée sur une facture suivant le fait générateur, ou via un titre de perception.

11.2.4 Rejet

Lorsque le bénéficiaire estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

ARTICLE 12. REGLEMENT DES PRESTATIONS

12.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'opérateur économique titulaire ;
- le cas échéant, l'opérateur économique mandataire et ses cotraitants.

12.2 AVANCES

12.2.1 Conditions de versement

Conformément au Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre sans montant minimum, s'il n'y renonce pas, pour chaque bon de commande supérieur au seuil de cinquante-mille (50 000) € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

12.2.2 Montant de l'avance

Lorsque la durée d'exécution du bon de commande est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre cinq (5) % et trente (30) % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Lorsque la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est fixé entre cinq (5) % et trente (30) % d'une somme égale à douze (12) fois le montant initial toutes taxes comprises du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

En ce qui concerne le taux de l'avance, l'acheteur décide de retenir l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

À savoir, le montant de cette avance est fixé à cinq (5) % ou trente (30) % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, du montant initial du bon de commande, toutes taxes comprises.

En cas de versement d'une avance en application de l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification du bon de commande ou lorsque la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire est exigée, le délai de paiement de l'avance ne peut courir avant la réception de cette garantie ou de cette caution.

12.2.3 Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée selon les modalités fixées à l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique.

12.3 ACOMPTES

Dans le cadre du présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire, s'il en fait la demande, reçoit des acomptes pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Il est rappelé qu'un acompte rémunère un service fait.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'article R. 2191-32.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois (3) mois et à un (1) mois pour les petites ou moyennes entreprises ou les artisans au sens de l'article R. 2151-13, les sociétés coopératives de production, les groupements de producteurs agricoles, les sociétés coopératives d'artisans, les sociétés coopératives d'artistes ou les entreprises adaptées.

12.4 PAIEMENTS

12.4.1 Principe

Les prestations sont rémunérées par application des prix fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement (bordereau des prix unitaires) aux quantités réellement exécutées.

La périodicité de facturation est mensuelle.

12.4.2 Mode de règlement

Les références du compte bancaire ou postal (compte commun en cas de groupement solidaire, un compte pour chaque membre en cas de groupement conjoint) où les paiements devront être effectués, sont indiqués dans l'Acte d'Engagement ; un RIB ou un RIP est joint.

Conformément au Code de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par l'acheteur ou de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations. Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration de ce délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (B.C.E.) à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

La mise en œuvre de ce délai intervient dans les conditions fixées par les articles susmentionnés. Conformément au Code de la commande publique, le retard de

paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) €. Ces frais sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une clause licite d'interruption ou de modification de service.

12.4.3 Interruption du délai de paiement

Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Pour les pouvoirs adjudicateurs dotés d'un comptable public, cette interruption ne peut intervenir qu'avant l'ordonnancement de la dépense.

L'interruption du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

L'interruption débute le jour de sa notification et prend fin à compter de la réception de la totalité des pièces exigées.

Dès lors, un nouveau délai de paiement est ouvert : il est de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

12.5 DEMANDE DE PAIEMENT

12.5.1 Contenu de la demande de paiement

Conformément à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique, les factures précisent impérativement :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ; numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture : raison sociale, adresse, Siret ;
- Le numéro du bon de commande ou le numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code du service exécutant identifiant le service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes de chaque prestation réalisée ;

- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le calcul et le montant de l'indexation carburant ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, l'offre promotionnelle ;
- Les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Toute autre information utile au paiement.

12.5.2 Modalités de la demande de paiement

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée et conformément aux dispositions :

- des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la commande publique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI – Échange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
 - en utilisant des web services (en mode API – « Application programming interface ») :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc. ;

- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins :
 - soit de déposer ses factures sur le portail ;

- soit de saisir directement ses factures.

Pour connaître les conditions techniques (Guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

12.5.3 Comptables assignataires

Les comptables assignataires compétents sont, pour chaque bénéficiaire :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux ;
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat ;
 - arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense.

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

- les comptables assignataires compétents pour les services de la Direction générale de l'Aviation Civile sont visés par la décision du 12 décembre 2022 portant organisation de l'agence comptable du budget annexe « contrôle et exploitation aériens » publiée dans le bulletin officiel du ministère de la transition écologique (MTE) Cette décision peut faire l'objet d'une mise à jour annuelle publiée au bulletin officiel du MTE.

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

Les coordonnées des comptables assignataires sont, pour chaque bénéficiaire, renseignées dans chaque bon de commande.

12.5.4 Spécificité en cas de groupement

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

12.6 MONNAIE

Le titulaire est informé que l'accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire de l'euro.

Les commandes et les factures sont libellées dans l'unité monétaire susmentionnée.

12.7 SERVICE FAIT PRÉSUMÉ

La procédure de service fait présumé peut être appliquée aux prestations objet du présent marché.

Dans le respect des dispositions de l'arrêté du 12 mars 2020 relatif à la procédure de service fait présumé mise en œuvre par les ordonnateurs de l'État en application de l'article 31 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de l'ordonnateur.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de l'ordonnateur et le titulaire.

Le titulaire est informé que l'ordonnateur peut, en cours d'exécution du marché, suspendre la procédure de service fait présumé pour tout ou partie du marché.

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de l'ordonnateur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation. Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à l'ordonnateur.

Lorsque la procédure de remboursement ou d'avoir prévue plus haut ne peut être mise en œuvre, l'ordonnateur émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

ARTICLE 13. PENALITES

13.1 PROCEDURE CONTRADICTOIRE PREALABLE

L'application des pénalités revient soit à l'acheteur, soit au bénéficiaire selon la nature du manquement constaté. Lorsque l'acheteur ou le bénéficiaire envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours calendaires à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire ou du bénéficiaire dans le délai prévu pour la procédure contradictoire préalable, ou si l'acheteur ou le bénéficiaire considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, il encourt les pénalités pour retard, calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

13.2 CALCUL DES PENALITES

13.2.1 Pénalités pour retard de livraison

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, les pénalités suivantes :

- 20 % du montant HT de la prestation, jusqu'à un jour ouvré de retard à la livraison ;
- 30 % du montant HT de la prestation pour 2 jours ouvrés de retard à la livraison ;
- 50 % du montant HT de la prestation à partir de 3 jours ouvrés de retard à la livraison.

Outre les samedis, dimanches et jours fériés, les jours d'interdiction de circulation imposés par les pouvoirs publics n'entrent pas dans le calcul du nombre de jours ouvrés.

13.2.2 Pénalités pour pertes et avaries

En cas de perte ou avarie, le titulaire applique les indemnités issues de l'article 13 du contrat type de commission de transport, annexé à l'article D.1432-3 du Code des transports.

Si le bénéficiaire a procédé à une déclaration de valeur, acceptée par le titulaire, le montant de celle-ci se substitue aux plafonds d'indemnité.

13.2.3 Pénalités pour non-respect de la politique de sécurité des systèmes d'information

En cas de violation des mesures de sécurité et de protection des informations sensibles, ainsi que des obligations de confidentialité exposées en annexe II au présent CCAP, le titulaire s'expose à l'application d'une sanction pécuniaire.

Cette sanction pécuniaire est calculée de la façon suivante :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles, telles que définies à l'article 8.1 du présent CCAP, n'impliquant pas des données à caractère personnel : pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à 0,5 % du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles impliquant des données à caractère personnel : pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à 2 % du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, indifféremment du niveau de sensibilité des informations concernées, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées après notification d'une mise en demeure du titulaire de se conformer aux mesures de sécurité des systèmes d'information exposées à l'annexe III du présent CCAP.

L'application par le titulaire des mesures correctives visées dans sa mise en demeure ne saurait l'exonérer du paiement des sanctions pécuniaires.

Le montant des sanctions pécuniaires ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux prestations exécutées à la date de survenance du fait générateur.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées sans préjudice des sanctions pénales encourues par le titulaire.

13.2.4 Pénalités pour non-respect de la clause d'action sociale

En cas de non-respect par le titulaire de ses obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité égale au nombre d'heures prévues et non réalisées multiplié par 4 et multiplié par le plafond horaire de la sécurité sociale brut.

En cas de défaut de transmission de l'attestation de l'EPEC faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre, une pénalité de 50 € HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

13.2.5 Autres pénalités

- En cas de mauvaise capacité du véhicule dans le cadre d'un ramassage ou absence de matériel de manutention nécessaire au chargement ou déchargement, le

titulaire encourt une pénalité de cinquante (50) € HT manquement constaté et à la condition que la quantité de colis / palette ait été déclarée au titulaire lors de la commande de transport. Les frais de mise en place de la nouvelle prestation ou de correction de la prestation sont à la charge du titulaire ;

- En cas de non présentation pour enlèvement de la marchandise, le titulaire encourt une pénalité de dix (10) % du montant HT de la prestation correspondante, par manquement constaté. L'enlèvement non réalisé n'est pas facturé ;
- Qualité de service insuffisante constatée durant l'exécution de l'accord-cadre. La qualité de service est considérée comme insuffisante lorsqu'au moins deux des indicateurs de qualité définis à l'article 6.2 du CCTP ne sont pas au niveau attendu pendant 2 trimestres consécutifs. Le titulaire encourt une pénalité de cinq cent (500) € par constat ;
- Lorsqu'une obligation contractuelle autre que celles faisant l'objet d'une pénalité propre est enserrée dans des délais et n'a pas été respectée du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de cinquante (50) euros HT par manquement.

13.3 APPLICATION DES PENALITES

Les pénalités susmentionnées sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités sont plafonnées à vingt (20) % du montant HT de la prestation pour laquelle le manquement a été constaté.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, l'ensemble des pénalités sont dues par le titulaire sans montant minimum, c'est-à-dire, sans considération du montant desdites pénalités.

Les pénalités précitées sont donc cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

13.4 PENALITES ET CESSATION DES RELATIONS CONTRACTUELLES

13.4.1 Pénalités et résiliation

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'administration de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre tel que définie à l'article 14.1 du présent CCAP, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

13.4.2 Pénalités et terme de l'accord-cadre

Le terme, normal ou anticipé, des relations contractuelles n'a pas d'incidence sur l'exigibilité des pénalités dues par le titulaire au titre de toute obligation contractuelle valablement formée pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

13.5 *DECOMPTE DES PENALITES*

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable de l'accord-cadre.

Le montant des pénalités est recouvré par tout moyen permettant d'identifier sa nature et sa cause (précompte en déduction du paiement d'une facture, facture d'avoir, titre de perception, etc.).

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

ARTICLE 14. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

14.1 CAS DE RESILIATION

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-5 du Code de la commande publique.

Aussi, il est fait application des cas de résiliation prévus aux articles 39, 40, 41 et 42 du CCAG-FCS.

Par ailleurs, si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8222-6 du Code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

À défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

Conformément au CCAG-FCS, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévue par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par l'article 8 du présent CCAP et par les pièces particulières du marché.

Enfin, en dehors des cas prévus au CCAG-FCS, l'acheteur se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution de l'accord-cadre sans motif valable à l'appréciation de l'acheteur.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis, qui n'ont pas été exécutés en totalité.

14.2 DECOMPTE DE RESILIATION

Il est fait application des dispositions de l'article 43 du CCAG-FCS.

14.3 INDEMNISATION POUR RESILIATION

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général.

14.4 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Il est fait application de l'article 45 du CCAG-FCS.

Ainsi, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

ARTICLE 15. DISPOSITIONS DIVERSES

15.1 CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

L'instance chargée des procédures de recours est la suivante :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04

15.2 DIFFERENDS ET LITIGES

15.2.1 Médiation

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

15.2.2 Litige

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent cahier des clauses administratives et ses annexes et le cahier des clauses techniques particulières, seront réglées conformément aux prescriptions :

- du Code de la commande publique ;
- du CCAG-FCS.

Les litiges éventuels relatifs à l'exécution du présent marché, qui n'auront pas pu faire l'objet d'un règlement à l'amiable tel que prévu à l'article 46 du CCAG-FCS, relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif compétent mentionné précédemment.

15.3 UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Conformément aux textes en vigueur, et sauf stipulation contraire au sein de l'accord-cadre, l'ensemble des pièces de l'accord-cadre est rédigé ou traduit en français, sachant que, dans ce dernier cas, seule la version française fait foi.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre doivent être rédigées en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française). La documentation technique est également en langue française.

ARTICLE 16. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

<i>Articles du CCAP dans lesquels figurent des dérogations</i>	<i>Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé</i>	<i>Objet de la dérogation</i>
4.4.1	3.4.1.	Délai de désignation du représentant du titulaire auprès de l'acheteur
4.4.2.	3.5.4.	Délai de désignation d'un remplaçant au mandataire, en cas de groupement attributaire
4.5.1.	3.4.3.	Délai d'information et remplacement en cas de défaillance du représentant du titulaire
4.5.2.	3.4.3.	Délai de remplacement en cas de récusation d'un intervenant
5.2	13.3	Cas de prolongation du délai d'exécution
		Modalités et délai pour bénéficier d'une telle prolongation
7.3.1.	16.1.1.	Public visé par une clause d'insertion sociale
8.5.1.	9	Moment imposé au titulaire pour justifier des assurances attendues
9.3	3.7.2.	Délai de notification des observations sur bon de commande
10.4.1.	10.2.4.	Base d'établissement des prix
	28.1 et 28.2	L'auteur des opérations de vérification est le service bénéficiaire

11.1		et non l'acheteur.
11.2.1.	30.1	Délai d'admission (décision après vérification)
11.2.2.	30.2	Dérogation d'ordre public à la procédure d'ajournement des prestations
13.2.1.	14	Montant des pénalités dues en cas de retard
13.3	14.1.2.	Plafond des pénalités
	14.1.3.	Absence de seuil d'exonération des pénalités
14.3	42	Absence d'indemnisation du titulaire en cas de résiliation unilatérale de l'accord-cadre

ANNEXE I ENTITÉS BÉNÉFICIAIRES

Tous les ministères sont bénéficiaires des lots 1 et 2. Les marchandises expédiées par le ministère des Armées lorsqu'elles relèvent d'opérations stratégiques ainsi que celles à expédier sous immunité diplomatique par le ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (CCAP art.1.2.1.) ne sont pas comprises au marché (*).

Liste des entités et établissements publics bénéficiaires :

LOT 1			
ÉTAT		SIGLE	Date de démarrage
Tous les ministères (*)		/	CCAP 7.1.
Assemblée Nationale (pour le seul site de l'AN à Paris 7e, hors les circonscriptions des députés)		AN	28/04/26
Tutelle	ÉTABLISSEMENT PUBLIC	SIGLE	Date de démarrage
Affaires étrangères	AGENCE FRANÇAISE D'EXPERTISE TECHNIQUE INTERNATIONALE - EXPERTISE FRANCE	EXPERTISE FRANCE	28/04/26
Affaires étrangères	AGENCE POUR L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER	AEFE	28/04/26
Agriculture	AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	ASP	28/04/26
Agriculture	ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE MAISONS ALFORT	ENVA	28/04/26
Agriculture	INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITE	INAO	28/04/26
Armées	INSTITUT SUPERIEUR DE L'AERONAUTIQUE ET DE L'ESPACE	ISAE SUPAERO	28/04/26
Armées	SERVICE HYDROGRAPHIQUE ET OCEANOGRAPHIQUE DE LA MARINE	SHOM	28/04/26
Culture	CENTRE NATIONAL DE LA DANSE	CND	28/04/26
Culture	ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE BRETAGNE	ENSA BRETAGNE	28/04/26
Culture	ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE GRENOBLE	ENSA GRENOBLE	28/04/26
Culture	ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ART ET DE	ENSAD	28/04/26

	DESIGN DE LIMOGES	LIMOGES	
Culture	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	LOUVRE	28/04/26
Culture	ETABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA DECOUVERTE ET DE LA CITE DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE - UNIVERSCIE NCE	UNIVERSCIE NCE	28/04/26
Écologie	AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE	AESN	28/04/26
Écologie	AGENCE NATIONALE DE CONTRÔLE DU LOGEMENT SOCIAL	ANCOLS	28/04/26
Écologie	AGENCE NATIONALE DE LA COHESION DES TERRITOIRES	ANCT	28/04/26
Écologie	AGENCE NATIONALE POUR LA GARANTIE DES DROITS DES MINEURS	ANGDM	28/04/26
Écologie	CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISES SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT	CEREMA	28/04/26
Écologie	CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT	CSTB	28/04/26
Écologie	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MARITIME	ENSM	28/04/26
Écologie	INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE	IGN	28/04/26
Écologie	INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES	INERIS	28/04/26
Écologie	VOIES NAVIGABLES DE FRANCE	VNF	28/04/26
Éducation	AIX MARSEILLE UNIVERSITE	AMU	28/04/26
Éducation	BIBLIOTHEQUE NATIONALE ET UNIVERSITAIRE DE STRASBOURG	BNU	28/04/26
Éducation	COLLEGE DE FRANCE	CDF	28/04/26
Éducation	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET METIERS	ENSAM	28/04/26
Éducation	ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES	EPHE	28/04/26
Éducation	INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER	IFREMER	28/04/26
Éducation	INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE STRASBOURG	INSA STRASBOURG	28/04/26
Éducation	INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT	IRD	28/04/26
Éducation	CENTRE REGIONAL DES OEUVRES	CROUS	28/04/26

n	UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES BORDEAUXx	BORDEAUXx	
Éducation	NANTES UNIVERSITE	NU	28/04/26
Éducation	SORBONNE UNIVERSITE	SORBONNE UNIVERSITE	28/04/26
Éducation	UNIVERSITE BORDEAUX	UBORDEAUX	28/04/26
Éducation	UNIVERSITE LYON 1 CLAUDE BERNARD	UCBL	28/04/26
Éducation	UNIVERSITE DE GUYANE	UGUYANE UG	28/04/26
Éducation	UNIVERSITE LIMOGES	UNILIM	28/04/26
Éducation	UNIVERSITÉ PARIS-NANTERREx	UPN	28/04/26
Éducation	UNIVERSITE STRASBOURG	UNISTRA	28/04/26
Éducation	UNIVERSITE RENNES 2	UR2	28/04/26
Finances	INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	INPI	28/04/26
Intérieur	AGENCE DE L'OUTRE-MER POUR LA MOBILITE	LADOM	28/04/26
Justice	ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE	ENM	28/04/26
Sociaux	AGENCE REGIONALE DE SANTE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	ARS BFC	28/04/26
Sociaux	AGENCE REGIONALE DE SANTE CENTRE VAL DE LOIRE	ARS CVL	28/04/26
Sociaux	AGENCE REGIONALE DE SANTE NOUVELLE AQUITAINE	ARS NA	28/04/26
Sociaux	INSTITUT NATIONAL DU CANCERx	INCAx	01/07/2026
SPM	AUTORITÉ DE RÉGULATION DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET NUMÉRIQUE	ARCOM	28/04/26
SPM	INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA DEFENSE NATIONALE	IHEDN	28/04/26
Autre entité		SIGLE	Date de démarrage
PRÉFECTURE DE POLICE DE PARIS (en sa qualité de pouvoir adjudicateur « VILLE DE PARIS »)		PP Ville	28/04/2026

LOT 2			
ÉTAT		SIGLE	Date de démarrage
Tous les ministères (*)		/	01/07/2026
Tutelle	ÉTABLISSEMENT PUBLIC	SIGLE	Date de démarrage
Affaires Étrangères	AGENCE POUR L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER	AEFE	01/07/2026
Affaires Étrangères	AGENCE FRANÇAISES D'EXPERTISE TECHNIQUE INTERNATIONALE - EXPERTISE FRANCE	EXPERTISE FRANCE	01/07/2026
Agriculture	AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	ASP	01/07/2026
Agriculture	ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE MAISONS ALFORTx	ENVA	01/07/2026x
Armées	INSTITUT SUPERIEUR DE L'AERONAUTIQUE ET DE L'ESPACE	ISAE SUPAERO	01/07/2026
Armées	SERVICE HYDROGRAPHIQUE ET OCEANOGRAPHIQUE DE LA MARINE	SHOM	01/07/2026
Culture	CENTRE NATIONAL DE LA DANSE	CND	01/07/2026
Culture	ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE GRENOBLE	ENSA GRENOBLE	01/07/2026
Culture	ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ART ET DE DESIGN DE LIMOGES	ENSAD LIMOGES	01/07/2026
Culture	ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE ET DE LA CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE - UNIVERSCIENCE	UNIVERSCIENCE	01/07/2026
Écologie	AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE	AESN	01/07/2026
Écologie	AGENCE NATIONALE DE LA COHESION DES TERRITOIRES	ANCT	01/07/2026
Écologie	AGENCE NATIONALE POUR LA GARANTIE DES DROITS DES MINEURS	ANGDM	01/07/2026
Écologie	CENTRE D'ÉTUDES ET D'EXPERTISES SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITÉ ET L'AMÉNAGEMENT	CEREMA	01/07/2026
Écologie	CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT	CSTB	01/07/2026
Écologie	ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET	ENPC	01/07/2026

	CHAUSSÉES DE PARIS		
Écologie	ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE MARITIME	ENSM	01/07/2026
Écologie	INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES	INERIS	22/09/2026
Écologie	VOIES NAVIGABLES DE FRANCE	VNF	01/07/2026
Éducation	AIX MARSEILLE UNIVERSITÉ	AMU	01/07/2026
Éducation	BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES	BRGM	01/07/2026
Éducation	COLLÈGE DE FRANCE	CDF	01/07/2026
Éducation	ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES ARTS ET MÉTIERS	ENSAM	01/07/2026
Éducation	ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES	EPHE	01/07/2026
Éducation	INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER	IFREMER	01/07/2026
Éducation	INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES DE STRASBOURG	INSA STRASBOURG	01/07/2026
Éducation	INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT	IRD	01/07/2026
Éducation	CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES BORDEAUX	CROUS BORDEAUX	01/07/2026
Éducation	NANTES UNIVERSITÉ	NU	01/07/2026
Éducation	SORBONNE UNIVERSITÉ	SORBONNE UNIVERSITÉ	01/07/2026
Éducation	UNIVERSITÉ BORDEAUX	UBORDEAUX	01/07/2026
Éducation	UNIVERSITÉ LYON 1 CLAUDE BERNARD	UCBL	01/07/2026
Éducation	UNIVERSITÉ DE GUYANE	UGUYANE UG	01/07/2026
Éducation	UNIVERSITÉ LIMOGES	UNILIM	01/07/2026
Éducation	UNIVERSITÉ STRASBOURG	UNISTRA	01/07/2026
Finances	INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	INPI	01/07/2026

Justice	ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE	ENM	12/07/2026
Sociaux	AGENCE REGIONALE DE SANTE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	ARS BFC	01/07/2026
Sociaux	AGENCE REGIONALE DE SANTE CENTRE VAL DE LOIRE	ARS CVL	01/07/2026
Sociaux	AGENCE REGIONALE DE SANTE NOUVELLE AQUITAINE	ARS NA	01/07/2026
Sociaux	INSTITUT NATIONAL DU CANCER _{xx}	INCA	01/07/2026
SPM	AUTORITÉ DE RÉGULATION DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET NUMÉRIQUE	ARCOM	01/07/2026
Autre entité		SIGLE	Date de démarrage
PREFECTURE DE POLICE DE PARIS (en sa qualité de pouvoir adjudicateur « VILLE DE PARIS »)		PP Ville	01/07/2026